



Consultation publique de l'Arcep

Révision de la décision n° 2018-0170 en date du 22 février 2018
relative à la collecte d'informations concernant le déploiement et la
commercialisation des réseaux fixes à haut et très haut débit

Réponse d'Orange

12 janvier 2023 – 16 février 2023

Version confidentielle

L'ensemble de la réponse relève du secret des affaires.

Contact : affaires.reglementaires@orange.com

Lien vers la décision :

https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consultation-modif-2018-0170-collecte-reseaux-fixes_janv2023.pdf

Propos liminaire

À titre liminaire, Orange tiens à mettre en évidence la volumétrie importante et croissante des informations devant être transmises dans le cadre des différents recueils de données.

Concernant la collecte des données HD/THD – et sans prendre en compte les données des fichiers IPE, CPN et ZAPM mis à disposition par ailleurs –, c'est aujourd'hui plus de 20 millions de données transmises par Orange pour les seuls fichiers nommés « questionnaire » qui regroupent les informations de commercialisation et de déploiement (parc, NRA, PM, nœuds, collecte) et de cofinancement.

Par ailleurs, au-delà des 4 questionnaires trimestriels envoyés dans le cadre de la collecte des données HD/THD, Orange répond aujourd'hui à l'Arcep à près de 30 questionnaires par an :

- 8 questionnaires trimestriels dans le cadre du suivi de l'observatoire avancé HD/THD sur le marché résidentiel fixe et mobile,
- 8 questionnaires trimestriels d'activités dans le cadre du suivi de l'observatoire des communications électroniques fixe et mobile,
- 2 questionnaires annuel d'activités dans le cadre du suivi de l'observatoire des communications électroniques fixe et mobile,
- 2 questionnaire annuel de suivi d'indice des prix fixe et mobile,
- 1 questionnaire annuel de suivi de suivi d'activité dans les DCOM pour le service fixe,
- 4 questionnaires développement de la concurrence du marché mobile,
- 2 questionnaires sur le marché de gros des MVNO du marché mobile.

Orange demande à l'Arcep, au regard de la charge de travail induite, à ce que soit procédé par l'Autorité à un travail de rationalisation des informations demandées pour la collecte des données HD/THD.

Par ailleurs, le calendrier d'adoption de la décision envisagé n'est pas compatible avec la fourniture des données du 1^{er} trimestre 2023. Orange demande ainsi que l'ensemble des nouvelles informations exigées aient à n'être fournies qu'à partir du 2^{ème} trimestre 2023, sous réserve des contraintes de faisabilité.

Sur la communication d'informations relatives à la couverture prévisionnelle des réseaux

Orange met en question l'ajout de nouvelles transmissions d'informations redondantes avec celles déjà transmises :

- les informations géographiques à la maille du PM sont déjà envoyées au titre de la décision actuelle (annexe 8-B-b) ;
- l'Autorité dispose déjà des communes sur lesquelles Orange s'est engagé en tant qu'OI à déployer un réseau FttH.

S'agissant de la couverture prévisionnelle des réseaux, Orange ne dispose pas d'informations à la maille du PM autres que celles faisant l'objet des consultations préalables (dont le format est défini dans la décision n° 2015-0776). C'est le cas également pour les RIP exploités par Orange Concessions.

S'agissant de la volumétrie prévisionnelle des déploiements, Orange s'étonne du décalage au niveau de la maille de mesure pour les informations demandées aux OI entre, d'une part, la zone moins dense (prise dans sa globalité au niveau national) et, d'autre part, la zone très denses (avec une distinction à faire par commune et par poche de haute ou basse densité). En tout état de cause, Orange, qui est quasiment le seul opérateur à continuer à déployer en zone très dense, ne sera pas en mesure de fournir ce niveau d'informations.

Orange demande à l'Arcep de revoir la maille de la volumétrie prévisionnelle des déploiements pour la zone très dense, en supprimant la distinction par commune et par poche de haute ou basse densité et en limitant à un recueil de volumétrie simplifié au global pour toute la zone très dense.

Enfin, Orange est surpris de la demande d'informations prévisionnelles relatives à la fermeture du réseau cuivre aux opérateurs d'infrastructure ainsi qu'aux collectivités territoriales, et s'interroge de l'articulation entre cette demande et l'obligation qui pèse par ailleurs sur Orange au titre de l'analyse de marché s'agissant de la communication du fichier « trajectoire de fermeture ».

Sur la transmissions des fichiers IPE

Orange n'a pas de remarque quant à la mise à disposition des fichiers IPE. L'Arcep dispose déjà des droits pour récupérer ces informations sur le portail d'Orange.

Sur la transmissions d'informations complémentaires relatives aux réseaux FttH

Informations demandées aux OC FttH

Orange note que les informations complémentaires demandées à chaque OC s'agissant de l'origine (cofinancement, location à l'OI, location à un tiers) des accès activés pour chaque PM n'ont d'autre objet que de mettre en évidence les véhicules mis en place par les OC d'envergure nationale pour cofinancer les réseaux des OI tiers.

Orange estime que ces informations sont non nécessaires à partir du moment où l'Arcep dispose déjà des parcs d'accès activés pour chaque PM pour chaque OC et des parcs d'accès commercialisés pour chaque PM par l'OI.

Aussi, Orange rappelle à l'Arcep que la facturation en vigueur chez certains OI (dont Orange OI) est gérée à la maille de la zone de cofinancement : dès lors qu'un OC dispose d'un parc d'accès activé supérieur à ce que lui permet son taux de cofinancement dans la zone de cofinancement, la facturation du delta bascule en location à la ligne. Avec un tel mécanisme, il est donc impossible de connaître le nombre d'accès en location à la ligne relevant d'une telle facturation à la maille du PM.

Compte tenu de ces éléments, Orange demande à l'Arcep de ne pas intégrer les nouveaux champs suivants dans les informations demandées à l'OC :

- « lignesTranchesPMPBO »
- « lignesPMPBOOI »
- « lignesPMPBOautre »

Informations demandées aux OI FttH

Orange note que l'Arcep demande à l'OI de préciser désormais le nombre de locaux raccordés par PM. En tant qu'OI, Orange n'a pas mis en place de processus d'échanges d'informations relatifs aux locaux. Le local n'est pas un élément traité dans les SI et les processus de commandes.

Orange OI ne sera pas en mesure de renseigner un tel champ. C'est le cas également pour les RIP exploités par Orange Concessions.

Orange estime en tout état de cause qu'une telle information n'est pas pertinente pour mesurer l'état de déploiement des réseaux (c'est le but des IPE) et la dynamique concurrentielle.

Compte tenu de ces éléments, Orange demande à l'Arcep de ne pas intégrer le champ « locauxRaccordes » dans les informations demandées à l'OI.

Délais de transmission

Orange note que l'Arcep modifie le délai de transmission pour les informations décrites aux annexes 8-B-b et 8-C de la décision n° 2018-0170 (« quinze jours après la fin de chaque trimestre » au lieu de « trente jours après la fin de chaque trimestre »).

Cette diminution de moitié du délai de traitement remet en cause le fonctionnement mis en place pour agréger l'ensemble des données de l'observatoire. Orange ne sera pas en mesure de respecter un délai de transmission réduit de moitié.

Orange demande à l'Arcep de maintenir les délais actuels, qui sont déjà contraignants pour la fourniture de l'ensemble des informations demandées.

Sur les informations relatives au marché Entreprise

Orange note que l'Arcep souhaite désormais avoir la distinction entre les accès avec GTR 4h et les accès avec GTR 10h sur les marchés de détail et de gros HD THD. Orange ne voit pas d'obstacle à la fourniture de ces informations.

Concernant la collecte d'informations spécifiques aux nœuds de raccordement optique (NRO) pour les accès de haute qualité fournis sur les réseaux FttH, la demande n'est pas pertinente sur le marché de détail dans la mesure où l'ensemble des acteurs et notamment les opérateurs non intégrés ne seront pas en mesure de fournir cette information à ce degré de granularité.

Sur le marché de gros, la demande n'est pas proportionnée et ne permettra pas de répondre à l'objectif visé. L'Arcep dispose d'ores et déjà de l'information de la disponibilité des offres via les fichiers de couverture ; l'information des parcs à la maille du NRO ne permettra pas de façon effective d'attester de la disponibilité et de l'effectivité des offres.

Orange demande à l'Arcep de ne pas intégrer les nouveaux champs suivants dans les informations demandées sur le marché de détail et le marché de gros activé pour les offres de haute qualité fournies sur réseaux FttH :

- REF_NRO_detail
- REF_NRO_gros_active

Sur les données prévisionnelles relatives à la couverture mobile

En introduction, l'Arcep interroge le secteur sur la faisabilité d'une échelle de granularité plus fine, celle de l'intercommunalité à fiscalité propre ou celle du canton, en vue de généraliser l'obligation de transmission de données par les opérateurs de communications électroniques fournissant au public des services mobiles, indépendamment du cadre des autorisations d'utilisation de fréquences. Plusieurs évolutions sont proposées, en particulier celle de transmettre les informations concernant les déploiements prévisionnels à deux ans selon un maillage plus fin, aujourd'hui détaillés par département.

Les incertitudes en termes de fiabilité de la donnée, élément essentiel de prévisibilité et de crédibilité des informations prévisionnelles fournies à l'Autorité, sont à prendre en compte. L'incertitude est à considérer site à site, ainsi plus la granularité géographique est petite, plus l'incertitude est élevée. À un horizon de temps de 2 ans, Orange considère comme prioritaire pour ce type de collecte de privilégier une information suffisamment fiable et non pas trop incertaine pour limiter au maximum le risque d'une interprétation erronée par les collectivités, les mairies et les utilisateurs finaux.

Comme évoqué au chapitre 4.1, dans le cadre des autorisations délivrées dans le cadre du New Deal mobile (décision n° 2018-1392) et des attributions d'utilisation de fréquences dans la bande 3,5 GHz (décision n° 2020-1256 modifiée), l'obligation d'Orange en matière de transparence concernant les déploiements prévisionnels des réseaux mobiles est mise en œuvre, aussi bien en France métropolitaine que sur les territoires de La Réunion et de Mayotte (décisions n° 2022-0875 et n° 2022-0880).

Les compléments proposés par l'Autorité ne sont pas proportionnés.

En quoi « *recueillir des informations prévisionnelles sur les sites devant être mis en service dans un horizon temporel de neuf mois* » permettrait à l'Autorité « *d'avoir une vision fine sur la connectivité disponible et à venir sur les différentes zones du territoire* » ? Les efforts réalisés par les opérateurs pour leur déploiement n'excluent pas d'être confrontés néanmoins à des difficultés opérationnelles sur le terrain, ainsi une vision plus fine de connectivité à 9 mois sur une zone ne peut apporter l'exigence de fiabilité attendue par les collectivités ou les consommateurs.

Ainsi, les informations à caractère prévisionnel, déjà prévues à 3 mois, 6 mois et 2 ans telles que présentées dans les décisions n'ont fait l'objet d'aucun retour particulier de la part de l'Autorité. Tirer les enseignements de ces remontées régulières des opérateurs semble un préalable avant toute évolution et identification de besoins complémentaires.

Enfin, lors des engagements pris en matière de transparence lors du New Deal et des procédures d'attribution de fréquences en 2020 et 2022, Orange a eu l'opportunité d'échanger avec les services de l'Arcep sur la nécessaire fiabilité des informations remontées, afin d'éviter tout risque d'interprétation erronée de la part des acteurs publics, dont les collectivités territoriales et des acteurs privés, notamment les consommateurs. La conclusion de ces échanges a conduit au choix existant aujourd'hui en matière de collecte d'informations à 3 mois, 6 mois et 2 ans.

S'agissant de « *décliner selon un maillage plus fin les déploiements prévisionnels à deux ans, à savoir [l'intercommunalité/le canton]* », ce choix ne semble pas pertinent. L'Autorité ne démontre pas qu'en ayant un maillage plus fin cela contribuerait à une meilleure information ou prévisibilité, notamment au regard de la couverture déjà proposée et du volume de sites déjà déployés par les opérateurs. De plus, il faudrait encore une fois mettre à niveau des fichiers de données sans aucun gain véritable.

Compte tenu de ces éléments, Orange considère prématuré de mettre en place le recueil de ces nouvelles informations, et demande à l'Arcep de mener dans un premier temps une analyse avant toute évolution du recueil de données relatives à la couverture prévisionnelle.

*** **

*** **